

## La démocratie du carbone.

À propos de *Carbon Democracy* de Timothy Mitchell

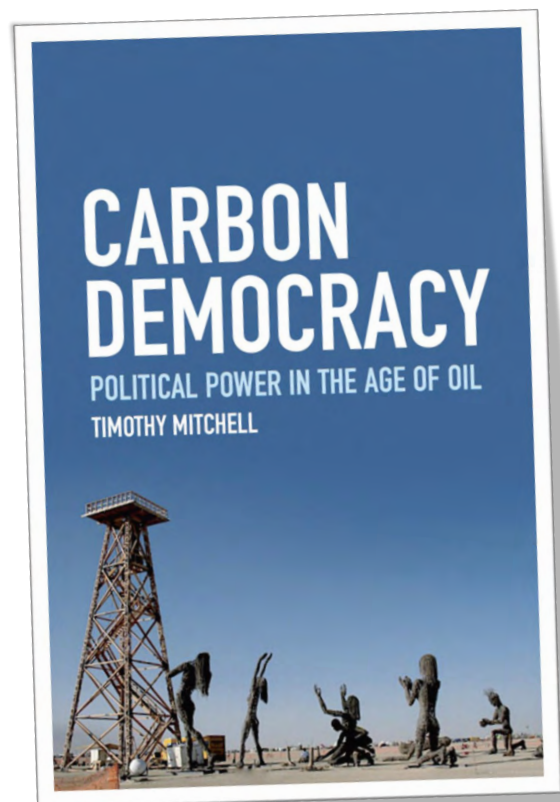
Michel Callon  
Mines ParisTech

**C**arbon democracy : l'attelage de mots est surprenant. Il souligne que le propos du livre n'est pas d'examiner les relations qui se seraient tissées, pour ainsi dire de l'extérieur et selon les hasards de l'histoire, entre deux entités indépendantes l'une de l'autre, le carbone et la démocratie. La thèse de Tim Mitchell, qui s'inspire sur ce point des *science studies*, est plus radicale. Il entend démontrer qu'on ne peut expliquer ce qu'est devenue la démocratie sans tenir compte des caractéristiques géophysiques du charbon puis de celles du pétrole. En s'embarquant dans le récit de cette étrange aventure, qui commence en plein XIX<sup>e</sup> siècle et se poursuit jusqu'à nos jours, Mitchell n'offre rien moins qu'une magnifique suite au grand livre de Polanyi : *La grande transformation*.

### La résistible avancée de la démocratie

Mitchell se garde bien de donner une définition générale de la démocratie, puisque l'essentiel de son livre est consacré aux mécanismes qui en redéfinissent peu à peu les contours. Ce qu'est la démocratie dépend des épreuves successives qui lui donnent forme. Si Mitchell ne nous dit pas ce qu'est la démocratie, il nous dit en revanche ce qu'elle n'est pas. La démocratie n'est pas une idée et encore moins un idéal. Pour comprendre les formes qu'elle prend, pour rendre compte de ses avancées et de ses reculs dans les pays occidentaux ainsi que de ses difficultés à émerger au Moyen-Orient, il faut accepter de mêler son histoire à celle du carbone, de son extraction et de son exploitation.

D'abord le charbon. Tout commence comme dans les livres d'histoire des techniques les plus conventionnels. L'invention de la machine à vapeur puis celle de la fonte permettent à cette nouvelle source d'énergie de libérer les sociétés humaines de la puissance musculaire des animaux et du cycle long de régénération des forêts. Le passage du bois au charbon et, comme l'aurait dit Bertrand Gille, d'un système technique à un autre, explique pourquoi l'Europe, dopée au charbon et prise dans le processus d'urbanisation et d'industrialisation qu'il favorise, peut



creuser l'écart avec ses colonies qu'elle voue à l'agriculture et qu'elle limite donc pour l'essentiel à l'exploitation de l'énergie solaire. Cette relation entre charbon, industrialisation et colonisation a constitué un premier ensemble de connections entre l'énergie fossile et la démocratie. Mais le charbon joue également un rôle, à partir de 1870 et jusqu'à la première guerre mondiale, dans le mouvement de démocratisation des nations occidentales. Les mineurs jouissent en effet d'une grande autonomie dans leur travail qui les rend difficilement contrôlables : ils peuvent décider à tout moment de stopper l'extraction. De même, l'ensemble des nombreux travailleurs qui participent au transport du charbon et à sa transformation, sont en mesure, quand ils le jugent bon, d'interrompre les approvisionnements et de paralyser le fonctionnement de l'économie. Ce pouvoir de sabotage (le mot sabotage désigne toutes les actions délibérées visant à ralentir la production)<sup>1</sup>, que le charbon confère à tous ceux entre les mains desquels il passe, est la base de la conscience de classe. Si on peut parler de mouvement ouvrier, c'est parce que :

Les travailleurs se trouvent progressivement connectés les uns aux autres non pas tant par les faibles liens d'une culture commune... mais par les quantités croissantes et fortement concentrées de charbon qu'ils extraient, chargent, transportent, stockent et injectent dans l'industrie. (Mitchell, 2011, p. 27)

Le charbon favorise ainsi la création de syndicats puissants et de partis politiques organisés. Il facilite les actions collectives et en particulier la grève générale qui étend la portée du sabotage à l'ensemble de l'économie et devient une arme efficace pour obliger les élites à partager leur pouvoir et à céder aux revendications des travailleurs : le berceau de la démocratie, ce sont les mines de charbon.

Le noir charbon devient rapidement la bête noire des élites politiques et économiques des pays occidentaux, d'autant plus qu'il est associé à travers les mouvements sociaux qu'il favorise à la montée en puissance du communisme. Le charbon ou comment s'en débarrasser ? Telle va être la question à laquelle les gouvernements successifs seront confrontés. Dans le cas du Royaume-Uni, la réponse définitive attendra plusieurs décennies et la nomination de la dame de fer au poste de premier ministre. Mais avant de se débarrasser des mines, il aura fallu, comme Rockefeller le recommandait, accroître la démocratie en reconnaissant le rôle des syndicats et des partis :

La démocratie, c'est quand les gens participent à l'élaboration des régulations qui les affectent. (Mitchell, 2011, p. 26)

Face à ces revendications démocratiques, le pétrole apparaîtra comme une solution miracle... mais pas tout de suite. Les premières exploitations industrielles de gisements pétroliers sont en effet conçues suivant le modèle de l'industrie du charbon, modèle d'autant plus prégnant que le pétrole extrait est essentiellement utilisé pour alimenter les machines à vapeur. Le pétrole commence à se substituer au charbon mais, en se greffant sur ses circuits, il contribue à donner du poids aux revendications démocratiques : c'est à Bakou d'ailleurs que Staline fera ses premières armes de révolutionnaire. Progressivement, et au fur et à mesure que les nouveaux usages du pétrole se multiplient (avec notamment le développement du moteur à explosion), un nouveau régime se met en place. Il fait ressortir la particularité des propriétés physico-chimiques du pétrole et souligne ses impacts spécifiques sur la vie politique, économique et sociale. Ce qui est fascinant, à cet endroit du récit de Mitchell, c'est la symétrie qu'il introduit entre les deux substances carbonées. Le charbon pousse les travailleurs à manier l'arme du sabotage et contraint les élites à reculer devant les mouvements politiques de masse et à leur concéder des droits. Le

1. On se rappelle peut-être que le premier chapitre du livre de Veblen *Les ingénieurs et le système des prix* est intitulé : « Nature et usages du sabotage ». Veblen note que le mot « sabotage » vient de sabot, terme français pour une chaussure de bois : « Cela signifie aller lentement, d'un mouvement lourd et traînant comme avec ce genre de chaussures. On appelle ainsi toute mesure de freinage, d'inefficacité, d'obstruction » (Veblen, 1971, p. 1). Ceux qui le préconisent, poursuit Veblen, l'emploient : « comme moyen d'imposer une discussion sur les salaires ou sur les conditions de salaire ». Tout le livre de Mitchell, dont le titre pourrait être : *Le capitalisme en sabots*, peut être lu comme le long commentaire de cette observation de Veblen.

pétrole encourage également le sabotage, mais un sabotage dont l'initiative change de camp ! Ce ne sont plus les travailleurs, les ouvriers qui traînent les pieds mais les élites qui les gouvernent ! Pour comprendre ce retournement, il faut abandonner un certain nombre d'idées reçues et d'abord en finir une bonne fois pour toutes avec l'histoire supposée héroïque de la découverte du pétrole au Moyen-Orient.

Au Moyen-Orient, le pétrole était exploité depuis très longtemps. Son abondance était connue de tous. Le problème de ceux qui furent abusivement qualifiés d'explorateurs n'était pas de découvrir de nouveaux gisements, mais de faire en sorte que ce pétrole abondant (à Mossoul, la terre exsudait le pétrole par tous ses pores !) devienne une ressource rare. C'est à ce point que la notion de sabotage prend toute sa signification. Le principal défi que pendant plusieurs décennies les compagnies pétrolières occidentales devront relever ne sera pas de découvrir de nouveaux gisements pour que l'offre puisse enfin répondre à la demande mais de s'arranger pour que la production de pétrole soit toujours en retard sur la demande. Les solutions qu'elles vont imaginer pour atteindre cet objectif (rendre rare une ressource abondante) auront un profond impact sur l'histoire du Moyen-Orient, de l'Occident et de ses rapports avec l'Asie.

Pour organiser le sabotage et éviter que le pétrole, qui ne demandait que ça, coule à flot, les compagnies (américaines et européennes) se coordonnèrent et prirent les mesures qui s'imposaient : obtention de droits exclusifs assurant une emprise totale sur le niveau de production ; attermolements multiples pour retarder la mise en exploitation des gisements ; grandes manœuvres pour contrôler les moyens de transport et empêcher l'établissement de pipelines qui déverseraient trop de pétrole sur les marchés occidentaux ; subventions à la non production ; et enfin promotion de styles de vie favorisant la consommation (comme par exemple, avec la mise en circulation aux USA de moteurs V8 très gourmands en essence). La Mésopotamie puis l'Irak, où le pétrole est partout et aisément accessible, vont servir d'éléments régulateurs avec leurs énormes ressources que les compagnies pétrolières gèlent quand cela les arrange.

Afin que l'arme du sabotage devienne le monopole exclusif des élites, les puissances occidentales, parallèlement à la prise de contrôle de la production de pétrole du Moyen-Orient, s'emploient à organiser la transition vers le pétrole et sa substitution progressive au charbon. Les Britanniques jouent un rôle essentiel dans ce retournement stratégique. Churchill comprend que la meilleure manière de contrer les revendications démocratiques des travailleurs est de diminuer la dépendance économique et militaire vis-à-vis du charbon : c'est lui qui prend la décision d'équiper la Navy avec des moteurs diesel. Premier conflit qui carbure au carbone, principalement sous sa forme charbon, la Grande Guerre fournit l'occasion rêvée pour préparer la transition vers le pétrole. Elle offre également au Royaume-Uni l'occasion d'asseoir son contrôle sur la plus grande partie du Moyen-Orient.

Cette prise de contrôle trouve sa justification dans le principe d'auto-détermination énoncé par Wilson en 1918 pour faire pièce à la montée du bolchévisme. Mitchell localise l'apparition de ce principe dans les mines d'or d'Afrique du Sud au cours des années 1880 lorsque les Britanniques s'efforcent de répondre aux revendications des Afrikaners blancs. Pour le colonisateur, l'auto-détermination présente l'avantage décisif d'être inapplicable là où on envisage de l'appliquer c'est-à-dire dans des pays où les populations autochtones ne sont pas encore capables de se gouverner elles-mêmes. Que l'on soit en Egypte, en Afrique du Sud, ou au Moyen-Orient, il faut donc se faire une douce violence et accepter que ce soient les minorités blanches qui prennent en main, mais bien entendu de manière provisoire, les destinées du pays et

qui s'attèlent à la formation jamais achevée des élites indigènes. Ce principe si commode se met rapidement à voyager et est appliqué un peu partout. Mais le coup d'État ne passe pas inaperçu ! L'accaparement du pouvoir d'autodétermination par les minorités blanches suscite des oppositions de plus en plus fortes qui amènent les nations occidentales à resserrer leurs rangs et à entreprendre un important travail d'élaboration théorique. Mitchell relate les péripéties qui aboutissent à reconnaître officiellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (sous la pression des gauches occidentales et notamment européennes) et à garantir ce droit par un nouveau système, celui des mandats, promu par la Société des Nations.

La doctrine qui fonde la pratique des mandats est à double détente. Le but ultime est de civiliser les populations autochtones (en leur donnant la possibilité de se rendre maîtresses d'elles-mêmes) tout en mettant à disposition du monde civilisé (et donc occidental) les ressources qu'elles détiennent (*i.e.* le pétrole) et dont il a besoin. Les Britanniques n'ont plus à choisir entre le recours à la force militaire (qui avait prouvé son inefficacité malgré un contingent de près de un million de soldats) et le retrait pur et simple qui aurait conduit à abandonner le terrain et le... pétrole. La troisième voie imaginée – l'indépendance dans la dépendance – avait le grand avantage de produire à faible coût le consentement des peuples. Pour appliquer le principe d'auto-détermination et le système des mandats qui le garantit, l'empire ottoman est démembré. Dans chacun des pays ainsi créé, sont installées des élites politiques (faibles) qui ont besoin du (fort) soutien occidental pour accomplir leur mission (doublement) civilisatrice : la démocratie, se rappelle-t-on soudain, ne peut s'instaurer que par étapes, comme ce fut le cas en Europe. Cette petite élite, bien formée, composée de familles royales et de grands propriétaires terriens, est reconnue comme le porte-parole légitime de populations qui n'ont pas encore atteint le niveau d'éducation requis. Les États occidentaux à qui sont confiés les mandats soutiennent un peu mais pas trop la formation scolaire. Ils facilitent surtout le développement des ressources matérielles qui doivent bénéficier à l'humanité. Cette action civilisatrice permet aux compagnies de s'assurer le contrôle des leviers nécessaires au sabotage de la production, notamment en Mésopotamie qui devient ainsi pour la deuxième fois le berceau de la civilisation (occidentale). Elles prennent tout leur temps pour mettre en exploitation les gisements et pour construire des pipelines. Cette politique « civilisatrice » n'empêche ni les soulèvements, ni les conflits locaux, ni que les auteurs de trouble soient sévèrement, parfois même cruellement, réprimés. Le Royaume-Uni soutient et arme les Sionistes pour contenir les Palestiniens qui détruisent les pipelines que précisément il ne faudrait pas détruire ; des opposants sont massivement déportés ; pour préserver la politique de sabotage, un shah est déposé puis un autre est installé un peu plus tard ; le Liban est pris en étau entre les pressions américaines et britanniques. Bref, ce qui deviendra la vie politique ordinaire du Moyen-Orient se met en place sous l'œil attentif des compagnies pétrolières et des gouvernements occidentaux.

La politique anti-démocratique réussit au Moyen-Orient mais elle se révèle également très efficace au sein des pays occidentaux. Et si elle est couronnée de succès sur les deux fronts à la fois, c'est parce que les caractéristiques physiques du pétrole n'offrent pas les mêmes prises politiques que le charbon auquel il est substitué. Mitchell en fait la démonstration à longueur de pages. Les puits, les stations de pompage, les raffineries et les réseaux de transport et de distribution ne sont pas vulnérables au même type de sabotages et d'interruptions que les réseaux du charbon. L'extraction du pétrole n'exige qu'un faible nombre de travailleurs qui œuvrent en surface et sont faciles à contrôler. Sa fluidité et sa légèreté facilitent la traversée des océans. Alors que le charbon circule dans des réseaux aux formes

dendritiques qui favorisent les points d'étranglement, le pétrole s'écoule dans des réseaux qui ressemblent à des grilles dans lesquelles il existe toujours plusieurs chemins alternatifs et où le flux d'énergie peut être détourné afin d'éviter les blocages et les ruptures. Le pétrole retire aux travailleurs de la base le pouvoir que le charbon leur avait donné pour le remettre entre les mains des États (notamment producteurs) et de ce que Serge Mallet, après un travail de terrain dans une entreprise pétrolière financée par les américains pour aider l'Europe à se défaire du charbon, appellera la nouvelle classe ouvrière.

L'histoire de cette redistribution est passionnante. Elle correspond à la montée en puissance des compagnies pétrolières qui s'affranchissent progressivement des pouvoirs gouvernementaux occidentaux et s'engagent dans un rapport de forces avec les États du Moyen-Orient pour préserver coûte que coûte la politique de sabotage, c'est-à-dire pour s'assurer du contrôle de la production (de la rareté) et du maintien de prix élevés. Pour ce qui est des pratiques de sabotage, les compagnies pétrolières aidées par les gouvernements britanniques et américains, font flèche de tout bois. Dès qu'un gouvernement d'un état du Moyen-Orient exprime la volonté de reprendre le contrôle de ses ressources, il se trouve dans l'impossibilité de commercialiser le pétrole : les expéditions sont bloquées ; les pipelines sont mis en sommeil et leurs tracés sont modifiés en tant que de besoin. Les oppositions aux régimes en place sont systématiquement entretenues ; les coups d'État évitent la prise de contrôle par des pouvoirs locaux hostiles ; l'existence de réserves importantes est savamment dissimulée ; lorsque c'est nécessaire, des forages sont habilement creusés aux rares endroits où l'on est certain de ne pas trouver de pétrole. Malgré les recommandations des gouvernements occidentaux qui demandent aux compagnies de faire preuve de diplomatie et de passer des compromis, celles-ci s'obstinent et affirment leur préférence marquée pour le langage de la force. C'est seulement au début des années 70, lorsque que les nationalisations auront été réalisées, que les compagnies pétrolières changeront de stratégie. Jusqu'à ce tournant, le dispositif mis en place tire habilement parti des caractéristiques physiques du pétrole. Il s'avère très efficace : il contient la production pétrolière et permet un partage avantageux de la rente avec les pays producteurs.

## **McJihad**

L'alliance avec l'Islam va permettre aux compagnies pétrolières occidentales de maintenir leur emprise sur la production de pétrole, même et surtout lorsque les États locaux auront réussi à reprendre en main le contrôle des champs de pétrole, de son extraction, de son transport et de son raffinage. Contrairement à une thèse répandue selon laquelle l'histoire récente du Moyen Orient serait celle de la confrontation impitoyable entre la logique du Jihad et celle de Mac Donald, Mitchell estime que c'est au contraire grâce à l'autorité morale du Jihad que le capitalisme a pu survivre aux attaques qui lui ont été portées. C'est l'expression *McJihad* qui selon lui rend le mieux compte de cette situation et nous invite à changer notre vision du capitalisme et des marchés globaux. Dans l'alliance du capitalisme et de l'Islam, l'Arabie Saoudite joue très tôt un rôle stratégique. Elle assure sur le long terme le succès de la politique de sabotage (c'est-à-dire de production de la rareté et d'augmentation des prix) qui, au fil des ans et du fait du déclin inexorable des empires, ne pouvait plus être imposée de l'extérieur.

Mitchell décrit avec précision les raisons de ce déclin et les conséquences qu'il entraîne pour la politique de sabotage. Le pouvoir colonial était constitué de quatre éléments :

- a) l'existence d'un pouvoir partagé entre États européens et entreprises industrielles ;
- b) la supériorité militaire des puissances colonisatrices ;
- c) la mobilisation des agriculteurs européens qui, dépossédés de leurs terres par le processus d'industrialisation et d'urbanisation, ont été rendus disponibles pour établir des communautés colonisatrices ;
- d) le déploiement d'une organisation politique, morale et intellectuelle fondée sur le racisme.

À partir de 1945, ces composantes se défont :

- a) les compagnies pétrolières s'appuient de plus en plus sur des négociations directes et sur des accords secrets avec les États locaux, et de moins en moins sur les interventions militaires et la diplomatie impériale ;
- b) les USA se désengagent militairement du Moyen-Orient et les Britanniques n'ont plus les moyens de s'y maintenir ;
- c) la main d'œuvre disponible dans les pays occidentaux pour s'installer dans les colonies se raréfie ;
- d) le fascisme et le nazisme ont fait du racisme un système idéologique difficile à défendre.

Le problème pour les compagnies pétrolières est de mettre en place leur politique anti-marché (autre nom de la politique du sabotage), au moment où les empires coloniaux disparaissent.

C'est dans cette perspective qu'il convient de placer l'alliance du capitalisme et de l'Islam. L'histoire commence très tôt avec la constitution de toutes pièces de l'Arabie Saoudite, le seul État au monde dont le nom soit celui d'une famille. Mitchell rappelle les principales étapes de la création de cet état qui s'appuie dès le début sur le soutien des britanniques. *Ibn Saud*, le futur roi d'Arabie Saoudite, prend progressivement possession de la péninsule arabique, en jouant les courants islamiques les uns contre les autres et en s'alliant à l'*Ikhwan* qui le soutient dans sa lutte contre les tribus nomades accusées d'être des musulmans dévoyés. Une fois assuré du contrôle des villes saintes et des considérables revenus financiers associés aux pèlerinages, *Ibn Saud* prend ses distances avec l'*Ikhwan*, s'appuie encore plus sur les Britanniques et entame les négociations avec la Standard Oil Company of California, ajoutant aux revenus religieux ceux du pétrole. A partir de là, la politique du nouvel État va être simple : à l'extérieur, soutien à l'Islam intégriste ; à l'intérieur, répression de l'Islam intégriste et alliance avec l'Islam modéré<sup>2</sup>. Ceci permet de mettre sous pression les mouvements nationalistes (comme ceux de Nasser ou de Sadam Hussein) qui sont les véritables ennemis des compagnies pétrolières occidentales. Cette politique est ouvertement soutenue par la CIA. Elle est prolongée par le soutien sans faille des américains à Israël (et à sa politique de colonisation des territoires occupés), qui à côté du conservatisme islamique constitue une force importante pour contrer les nationalismes arabes. Mitchell conclut : il n'y pas d'un côté l'Islam et de l'autre l'Occident. Pour se maintenir, le capitalisme global (c'est-à-dire les compagnies pétrolières qui sont en première ligne puisque les empires n'ont plus les moyens de leur politique) a dû fabriquer des arrangements avec les forces anticapitalistes. Le capitalisme pour être dur ne peut être pur ; sa seule force est de savoir constamment se dénaturer pour mieux s'adapter.

2. Mais parfois il existe des solutions plus habiles : l'Arabie Saoudite exporte 12 000 intégristes après les graves révoltes de 1979 et notamment Ben Laden qui part en Afghanistan lutter contre les troupes soviétiques avec la bénédiction des États-Unis.

Au total, se met en place une gouvernance par les conflits et par les guerres civiles qui jettent les forces les unes contre les autres de telle sorte qu'aucune n'est en mesure d'imposer sa loi. Le coup de génie de cette politique, c'est le recyclage des

pétrodollars. À partir de la reprise en main des ressources pétrolières par les États arabes, reprise en main qui ne remet pas en cause la politique de sabotage mais au contraire la renforce, les revenus pétroliers croissants (liés au maintien de prix élevés grâce à la raréfaction de la ressource) qui sont libellés en dollars vont trouver leur utilisation dans une course effrénée aux achats d'armes par les États pétroliers. L'analyse de Mitchell est hallucinante. L'Occident, par la voix de Nixon à Guam, s'engage à armer les États qui le demandent et à les aider contre les mouvements démocratiques nationalistes. Le surarmement de (certains) États du Moyen-Orient n'a que des avantages. Il fournit un débouché inespéré à l'industrie américaine ; il fait revenir les dollars dans les caisses américaines ; mais surtout, sa principale utilité est d'être inutile ! Ce qu'il y a d'épatant, c'est que plus on achète d'armes et moins on a besoin de les utiliser (dissuasion oblige). La martingale est gagnante puisqu'il n'y a que de bonnes raisons pour continuer à surarmer ! En plus, cerise sur le gâteau, pour faciliter le financement des achats des pays producteurs, les compagnies acceptent de faire monter les prix du pétrole et ainsi... d'accroître leurs propres bénéfices !

Suivant le fil de la politique USA depuis 1967, Mitchell montre que l'objectif constant qu'elle poursuit (Obama ne déroge pas à la règle) est de créer et d'entretenir un état permanent d'instabilité. C'est ainsi que Mitchell explique pourquoi les gouvernements américains successifs apportent de manière continue leur soutien politique et financier à l'état d'Israël et notamment à sa stratégie d'extension des zones de colonisation en territoire palestinien ; pourquoi ils font durer le conflit entre Iran et Irak de manière à ce que chacune de ces deux puissances, et notamment l'Irak, en ressorte affaiblie ; pourquoi ils appuient en sous-main, avec le renfort de l'Arabie Saoudite, la guerre des talibans contre l'URSS. Cette politique manifeste la profonde faiblesse du gouvernement américain qui ne peut plus compter que sur les déchirements entre pays. Elle culmine au cours des premières années du XXI<sup>e</sup> siècle. D'abord avec la guerre de Bush junior contre l'Irak : pour se débarrasser de gouvernements nationalistes encombrants, les américains finissent par redonner la main aux forces tribales et aux partis islamistes, prolongeant ainsi la politique du *McJihad*. Ensuite, avec le printemps arabe qui scelle l'échec de la politique américaine. Preuves à l'appui, Mitchell démontre que ce soulèvement démocratique n'est pas, comme certains ont voulu le faire croire, la conséquence heureuse de la guerre d'Irak qui aurait en quelque sorte servi de déclencheur. C'est le contraire qui s'est passé : l'intervention américaine en Irak a retardé les mouvements populaires (c'est tout le sens de la politique mise en place par Moubarak) au lieu de les précipiter et on peut parier que tout va être fait pour que ces mouvements n'aillent pas trop loin. Au total : « La géophysique des ressources pétrolières a conduit le capitalisme, désireux de capter les rentes extraordinaires associées à leur exploitation, à soutenir de puissants mouvements religieux » (Mitchell, 2011, p. 230). Le capitalisme ce n'est pas le monde de Mac Donald contre celui du Jihad ; c'est l'alliance des deux, qui n'est pas contre nature puisqu'elle révèle au contraire la nature profonde du capitalisme.

Ce que ce virage révèle également, c'est que la géopolitique du pétrole fondée sur ses caractéristiques physiques qui placent entre les mains des élites les pratiques du sabotage et favorisent par voie de conséquence le recul démocratique aussi bien en Occident qu'au Moyen-Orient, finit dans la paralysie. Pour comprendre ce dénouement, il faut revenir en arrière et mettre en scène un protagoniste qui s'avère être un des acteurs principaux et dont je n'ai pas encore parlé : l'économie. C'est sur ce point que Mitchell fait preuve de la plus grande originalité et que son œuvre imprimera une marque durable sur la science politique. En effet on ne peut expliquer pourquoi le carbone est parvenu à façonner à ce point le destin de la démocratie, sans



Portrait de Klimt avec sa blouse de travail bleue, 1912

analyser la manière dont il a contribué à bouleverser à la fois les cadres de la pensée économique et les formes de l'activité économique.

### L'invention de « L'Économie »

Mitchell rappelle les accords de Bretton Woods de juillet 1944, qui conduisent à la création du FMI et de la Banque Mondiale. Leur principal objectif est de mettre fin aux spéculations qui frappent les devises, encore indexées sur l'or. La décision imposée par les américains, qui au sortir de la seconde guerre mondiale détiennent 95% des réserves d'or, est de désindexer toutes les devises sauf le dollar qui est la seule monnaie à demeurer convertible en or (à un taux fixe). Tous les paiements se font alors en dollars, ce qui permet d'accompagner la forte croissance des échanges internationaux, qui est poussée par le commerce du pétrole et de ses produits dérivés. On songe d'ailleurs, en 1955, à faire du pétrole la devise internationale de référence. Parallèlement, alors que les pays d'Amérique latine nationalisent leur pétrole, les puissances occidentales s'efforcent, comme on l'a vu, d'encadrer politiquement les réserves du Moyen Orient et leur exploitation, en faisant du pétrole, grâce au système des mandats, un bien international détaché des cadres nationaux. Puis la guerre froide s'impose : le contrôle du pétrole moyen-oriental devient pour l'Occident une priorité absolue. On oublie

la justification des mandats. L'emprise du dollar favorise la domination des USA sur l'économie mondiale. Les américains vivent à crédit mais sans avoir à se préoccuper du remboursement de leurs dettes !

Cette évolution, qui fait de la monnaie la question centrale de la gestion des rapports entre pays, va trouver son écho dans la théorie économique. Pour mener à bien sa démonstration, Mitchell élucide les liens qui se tissent autour des questions monétaires, entre d'un côté la théorie économique et de l'autre côté l'économie du charbon puis celle du pétrole.

Le charbon et son exploitation soulevèrent en leur temps un ensemble de questions qui stimulèrent la théorie économique et l'amènèrent à aborder des problèmes inédits. Par exemple, la question de l'épuisement des ressources de charbon va, tout au long de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, turlupiner les meilleurs économistes. Jevons, le fameux précurseur du calcul des utilités marginales, introduit une innovation de taille en montrant l'importance du taux de croissance, comme rapport entre des quantités, pour comprendre l'augmentation de la consommation. Cette notion conduit à l'idée de croissance exponentielle que Jevons calcule en utilisant les logarithmes. Pour faire ses calculs, il recourt aux statistiques minières qui font leur apparition au même moment. La circulation du charbon, à l'instar de la circulation de la monnaie et de la circulation des trains, forme un processus qui peut être mesuré, suivi dans le temps et synthétisé dans des tableaux. Ces statistiques permettent de développer une mathématique du progrès et de ses conséquences. Comme le charbon a la particularité de s'accumuler en des endroits aisés à localiser et de former des gisements faciles à mesurer, la question des limites matérielles à la croissance, qui sont désormais calculables, devient rapidement un sujet d'inquiétude. Jevons émet avec d'autres l'idée que, pour contrebalancer l'épuisement prévisible des ressources et sauvegarder l'avenir de la civilisation industrielle et urbaine, il faut augmenter



l'efficacité du travail et se lancer dans une entreprise d'amélioration du climat social et de la productivité. Le programme qu'il propose sera repris par de nombreux théoriciens et politiciens : lutte contre la pauvreté, amélioration de la race et eugénisme, enquêtes et statistiques sociales. Le calcul des corrélations prend son essor.

Ces inquiétudes finissent par disparaître. Le passage du charbon au pétrole, explique pourquoi, selon Mitchell, la théorie économique se désintéresse progressivement des ressources et de la manière dont elles pèsent sur l'activité économique. La monnaie devient une variable économique à part entière et passe au premier plan, alors qu'elle n'était considérée auparavant que comme un simple instrument destiné à faciliter les échanges. Ce choix ne s'opère pas sans débat. Mitchell rappelle que, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une profonde controverse sur ce sujet divise la communauté des économistes américains. Elle s'éteint avec la victoire de ceux qui considèrent que l'économie est la science de la monnaie. Irving Fisher, le grand économiste mathématicien, est leur chef de file. Ce choix théorique crée un nouvel espace entre la nature (les ressources) et la société (les agents), qui va permettre l'émergence et le développement de ce que Mitchell propose d'appeler « *the economy* » et que je noterai ainsi : « L'Économie ». Étant donné les nombreux commentaires auxquels cette thèse (que Mitchell a présentée dans différents articles) a donné lieu, il n'est pas inutile d'y consacrer quelques lignes<sup>3</sup>.

Pour ce qui est de Fisher, il n'y a pas de doute<sup>4</sup>. C'est à lui que revient l'idée d'avoir construit le premier modèle de « L'Économie », modèle hydraulique avec des réservoirs et des citernes, des tuyaux, des valves et des leviers. Dans ce modèle, l'eau, qui représente la monnaie qui circule, est stockée ou déstockée. Fisher utilise ce dispositif (expérimental) pour comprendre comment un choc, sur la demande ou l'offre d'un bien, affecte le niveau des prix (c'est-à-dire de l'eau). C'est lui également qui invente l'indice des prix, qu'il publie toutes les semaines dans le *New York Times* accompagné de commentaires pour expliquer ses variations. Il fait ainsi de l'économie la science des prix. Cette simple formulation implique que les agents, pour être à la hauteur de la science dont ils sont l'objet, soient capables d'utiliser les prix pour calculer rationnellement leurs décisions. C'est pourquoi Fisher réfléchit aux programmes à mettre en place pour peupler la société avec des êtres vraiment rationnels, avec de vrais *homo economicus* : l'eugénisme n'est plus loin !

Keynes porte ce mouvement à son paroxysme en faisant de la monnaie et de sa circulation la variable centrale de l'économie. Il déconnecte définitivement la réflexion économique de la question des ressources et de leur épuisement et contribue à faire sortir le charbon et les inquiétudes qu'il suscite de la théorie économique. Il est amusant de lire sous sa plume, dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, cette phrase (citée par Mitchell) qui montre comment les mines et le charbon s'effacent devant la monnaie :

Si la Trésorerie était disposée à remplir de billets de banque des vieilles bouteilles, à les enfouir à des profondeurs convenables dans des mines désaffectées qui seraient ensuite comblées avec des débris urbains, et à autoriser l'entreprise privée à extraire de nouveau les billets suivant les principes éprouvés du laissez-faire (le droit d'exploiter des terrains *billetifères* étant, bien entendu, concédé par adjudication), le chômage pourrait disparaître et compte tenu des répercussions, il est probable que le revenu réel de la communauté de même que sa richesse en capital seraient sensiblement plus élevés qu'ils ne sont réellement. (Keynes, 1969, p. 147)<sup>5</sup>

3. De premières réflexions sur le sujet ont été présentées par l'auteur notamment dans Mitchell (2005).

4. Pour une présentation synthétique des travaux de Fisher voir Tobin (1987).

5. Mitchell coupe la parenthèse où il est question de terrains *billetifères*. J'ai préféré la maintenir, car elle fait superbement ressortir qu'il s'agit bien de remplacer le charbon par des billets de banque.

Comment mieux dire que, s'agissant des richesses, la nature et le charbon ne comptent plus vraiment mais que ce qui compte et sur lequel il faut compter c'est la monnaie, une entité bien humaine et bien sociale. Avec l'instauration de la monnaie comme variable régulatrice centrale, est établie « L'Économie ». Bien sûr nous dit Mitchell le mot économie existait depuis longtemps, mais pas précédé d'un article défini et pas avec une majuscule ! Qu'il s'agît de Polanyi, de List (qui parle aussi d'économie nationale mais dans un sens différent), d'Adam Smith, de Jevons et de tous les autres, cette notion désignait, suivant une tradition bien établie qui remonte à l'Antiquité, la gestion prudente et frugale de la cité. Sous la plume de Keynes, elle devient une chose et cesse d'être un processus. « L'Économie » est un objet qui contient la totalité des relations de production, de distribution et de consommation des biens et des services à l'intérieur d'un espace géographique. Ou, pour suivre de manière plus fidèle Keynes : l'économie est la somme de tous les moments où l'argent change de mains. Cet objet nouveau s'est trouvé repris et consolidé par la notion de PNB et l'ensemble des règles qui permettent de le définir et de le calculer. Dans son discours sur le budget de 1944, le président Roosevelt reconnaît l'existence de l'économie ainsi définie :

L'Économie [je rajoute la majuscule ! – MC] fournit un langage politique nouveau qui permet à l'État-nation de parler de lui-même et de se représenter son existence comme quelque chose de naturel, de spatialement circonscrit et de politiquement gérable.

Sans la monnaie et sans les mécanismes de (auto) régulation qu'elle permet, sans les statistiques associées, cette économie là, fabriquée, performée notamment par la théorie keynésienne n'aurait pu exister. Avant Keynes, la sphère des comportements économiques était formée par les marchés (c'est là qu'on pouvait parler de coûts, d'utilité, de prix). Après lui, c'est une entité qui a des frontières géographiques ; l'économie est indexée sur la nation, qui est une évidence et n'est d'ailleurs jamais théorisée. Le mouvement de mathématisation de la théorie économique (et de l'activité économique) se trouve renforcé. Il n'y a plus de division entre le modèle et la réalité dont il est le modèle ; l'économie-chose incorpore l'expertise, les techniques calculatrices et la machinerie conceptuelle de l'économie-discipline moderne. Comme on le verra, on pourra ensuite redéfinir autrement ces deux termes et leurs relations, mais le grand partage entre la chose et le savoir de la chose ne sera plus possible.

Il est facile de montrer comment cette théorisation et cette performance de l'économie-chose par l'économie-discipline viennent renforcer l'économie du pétrole et sont renforcées en retour par elle. L'économie keynésienne (qui voit dans l'économie-chose un processus de circulation monétaire qui peut s'étendre sans limite et fait du PNB une variable qui peut croître indéfiniment) est une forme de connaissance imbibée par le pétrole. Le pétrole a en effet contribué à cette idée de croissance sans entraves. Les limites des réserves en charbon étaient évidentes (ce qui explique pourquoi les activités liées au charbon appelaient une théorie économique sensible aux ressources et à leur épuisement), tandis que les réserves de pétrole sont invisibles et que rien ne permet de penser qu'elles puissent être épuisées dans un futur même lointain. De plus le pétrole circule facilement (à la différence du charbon) et peut atteindre presque instantanément tout site, quelle que soit sa localisation, où son usage est désiré. Comme par ailleurs, ses sous-produits bouleversent l'agriculture et lui assurent une croissance continue (grâce aux herbicides, insecticides et engrais produits par la chimie de synthèse) et comme les matériaux que la pétrochimie aide à fabriquer font oublier la raréfaction des matériaux naturels, l'illusion est portée à son comble. La nature disparaît des écrans radar de la théorie économique :

Les puits de pétrole et les pipelines du Moyen-Orient ainsi que les arrangements politiques qui furent construits avec eux, facilitèrent l'instauration d'une économie (-chose) keynésienne et une forme de démocratie au sein de laquelle elle a joué un rôle essentiel. (Mitchell, 2011, p. 142)

Avec cette analyse des relations entre formes d'énergie carbonée (charbon puis pétrole) d'un côté, et économie-chose et économie-discipline de l'autre, Mitchell montre la nécessité de penser les rapports entre démocratie, économie et carbone comme un tout dont les éléments s'entre-définissent et s'entre-soutiennent et au sein duquel l'économie-discipline joue un rôle pivot. Elle permet notamment de comprendre les avancées démocratiques autorisées par l'essor du charbon et à l'inverse les reculs de la démocratie, sur les fronts occidentaux et moyen-orientaux, au temps du pétrole. Ce recul, nous dit Mitchell, est rendu possible par l'instauration d'un domaine économique qui en ouvrant un espace infini de croissance portée et régulée par l'expansion monétaire, déconnecte nature et société et fait oublier la question des ressources.

C'est dans cet espace que va se faufiler une nouvelle forme de dispositif économique et politique, le marché néolibéral. Le pétrole apporte là encore sa contribution.

### **L'instauration de la loi du marché**

Lorsque les pays producteurs parvinrent à imposer la nationalisation des activités pétrolières, le contrôle de la production et donc la politique de sabotage devinrent plus malaisés. Comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est à peu près au même moment, en 1967, que le blocus du canal de Suez permet à Israël et à l'Iran de s'affranchir de l'emprise des majors. Celles-ci voient leur échapper le contrôle des prix et avec lui celui des profits.

Depuis les années trente, les prix mondiaux du pétrole étaient gouvernés pour l'essentiel par les compagnies pétrolières au moyen d'une politique de quotas qui maintenait les prix mondiaux au niveau de ceux du pétrole produit sur le territoire USA (dont les coûts de production étaient beaucoup plus élevés qu'au Moyen-Orient). Cet arrangement dura jusqu'à ce que les pays producteurs se décident à mettre sur la table des négociations la formule de fixation du niveau de la taxe qu'ils imposaient aux compagnies. Cette taxe avait été pendant longtemps calculée sur la base de prix affichés, mais ceux-ci étaient en réalité des prix totalement artificiels et que rien ne permettait de vérifier ou de certifier. Avec le relatif déclin de l'emprise des majors sur la production et sur la distribution du pétrole, on vit apparaître d'autres calculs et d'autres prix. Des économistes partant des prix affichés à la sortie des raffineries parvinrent alors à reconstituer les prix à la sortie des puits d'extraction et des stations de pompage. Ils découvrirent sans surprise que les prix affichés par les majors n'avaient rien à voir avec les prix ainsi recalculés. Ces formulations contradictoires créèrent les conditions de l'émergence d'un marché qui jusqu'à ce moment là n'avait pas encore commencé à exister, puisqu'aucun prix ne pouvait être contesté.

La transparence accrue des coûts et des prix va redonner de l'influence aux pays producteurs. Ils peuvent désormais manipuler les prix à leur avantage et fixer eux-mêmes les profits qui leur reviennent. Ils réinventent séance tenante la politique de sabotage qui avait si bien réussi aux compagnies pétrolières. Ceci ne surprend ni n'émeut les majors qui repassent sans sourciller l'augmentation à leurs clients. Mais la réaction en chaîne ne peut s'arrêter là : les compagnies pétrolières, pour maintenir la compétitivité du pétrole, doivent se mettre à saboter la production du charbon, du

gaz et de l'énergie nucléaire, en enchérissant les coûts de production de ces énergies ainsi qu'en raréfiant leur production. La scène est dressée pour que se produise ce qui a été appelé la crise des années 74 puis est devenue la crise globale de l'énergie. C'est à ce moment précis que la loi du marché va s'imposer comme forme optimale de gouvernement.

L'idée du marché comme mode de gouvernement alternatif des demandes et des attentes des populations n'était pas nouvelle. Elle émerge au moment précis où la théorie keynésienne commence à s'imposer. L'histoire de cette émergence est bien connue. Le fameux colloque de Paris organisé en 1938 autour de la critique, par le journaliste libéral Lippmann, de la politique du New Deal en donne le coup d'envoi « officiel ». Les travaux d'économistes comme Hayek donnent ensuite du corps et du lustre à cette doctrine dont l'influence politique sera portée par des institutions comme la Société du Mont-Pèlerin et une myriade de *think tanks* qui fleurissent à partir des années 50 et proposent avec de plus en plus de vigueur une alternative aux gouvernements socio-démocratiques. La crise de 1974 va fournir quant à elle (et selon l'heureuse expression de Mitchell), l'occasion d'une véritable leçon d'économie néo-libérale pour la population mondiale. Elle survient en effet au moment où les arrangements politico-technologiques mis en place par les majors cèdent devant l'instauration de marchés, certes non concurrentiels, mais qui organisent de manière ostensible la rencontre entre des offres et des demandes présentées comme indépendantes les unes des autres. Preuve que la leçon a porté. Lorsqu'un critique s'avise quelques décennies plus tard de demander à l'économiste Deirde McCloskey si quelque chose mérite d'être gardé dans la théorie standard, celle-ci répond :

La loi de l'offre et de la demande, dont la crise de 1974 a illustré la pertinence et la toute puissance : lorsque les États arabes ont décidé de diminuer la production de pétrole en 1973, on a pu constater que les prix du pétrole se sont mis à croître, suivant en cela les prédictions de la loi. (Mitchell, 2011, p. 174)

On pourrait donc dire que le marché, finalement établi après que toutes les autres solutions eurent échoué, a bien fait son travail, mieux que ne l'auraient fait les arrangements mis en place précédemment par les compagnies pétrolières, et qu'il a ainsi épargné d'insupportables interférences entre les politiques étatiques et la gestion des ressources et des besoins. Nenni ! Mitchell montre brillamment que la loi des marchés, en 1974 comme en d'autres lieux et en d'autres temps, nécessite de savants assemblages. Pour fonctionner comme une institution qui semble échapper à l'emprise du politique et apparaître comme une alternative crédible à la social-démocratie, le marché doit avoir été conçu comme une machinerie qui n'exclut ni la politique ni les relations de domination, mais qui au contraire les incorpore et les absorbe. Oui le marché est un instrument de gouvernement, mais sa confection l'amène à imposer un monde socio-politique qu'une fois en place il



*Navire dans le port de Trieste, 1908*

dissimule. Ce qui intéresse Mitchell, c'est d'expliquer pourquoi les prix ont vraiment augmenté et pourquoi le marché, tel qu'il a été assemblé par les protagonistes, a permis d'obtenir cette augmentation des prix. Sa démonstration est vraiment impressionnante. En voici les principaux points.

Dans la genèse de cet emballement des prix, la politique joue un rôle crucial. En 1973 six pays producteurs de pétrole décident, pour faire pression sur les USA, de réduire progressivement leur production (5% par mois) jusqu'à ce que les USA arrêtent de faire obstruction au règlement du conflit israélo-palestinien. Comme le dit joliment Mitchell : le prix du pétrole ne pouvait donc être simplement lié à l'offre et à la demande de pétrole, puisqu'une autre demande, celle de mettre fin au conflit, a été jointe à la précédente ! Les USA répondent par une fin de non-recevoir et, au terme d'une série de ratages techniques dont ils ont le secret, leur volonté d'aider en sous-main Israël apparaît au grand jour. Les États producteurs, ainsi éclairés sur les véritables intentions du gouvernement américain et bien décidés à le faire céder, passent à l'étape suivante et décrètent un embargo pur et simple sur l'approvisionnement des USA. Cet embargo constitue une « pure » décision politique dont le but n'est évidemment pas d'entraîner une quelconque augmentation des prix mais de contraindre, par une sorte de montée en régime de la politique de sabotage, la puissance impériale à réviser sa politique au Moyen-Orient. Ce qui va créer une confusion et accréditer la thèse de la loi du marché, c'est que, au même moment, une autre série d'événements fait passer l'embargo au second plan. Il se trouve en effet que les États producteurs étaient depuis plusieurs mois en négociation avec les compagnies pétrolières sur le montant des taxes qu'ils leur réclamaient. Quelques jours avant que l'embargo ne fût décrété, l'OPEP avait décidé unilatéralement d'augmenter les taxes de 70%. Les compagnies décidèrent immédiatement, pour ne pas voir chuter leurs sacro-saints profits, de passer l'augmentation aux consommateurs. Face à la menace d'embargo, les pouvoirs US avaient quant à eux mis en place dans l'urgence des plans de rationnement pour préparer psychologiquement les consommateurs à la crise. Mais, comme au même moment et pour d'autres raisons, les prix se mirent à augmenter, le public, en faisant la queue aux stations d'essence, queues occasionnées par le refus du gouvernement américain de répondre favorablement à la demande politique des États arabes, crut de bonne foi qu'il était la victime consentante des lois du marché. L'occasion était trop belle pour ne pas marteler le message. En politicien avisé et en pédagogue averti, Kissinger, pour que la leçon soit bien entendue, déclara *urbi et orbi* que cette crise était liée, comme tout le monde pouvait le constater, à la raréfaction de l'offre. Il en profita au passage pour se réjouir de l'augmentation des prix qui renchérisait les coûts de production des entreprises européennes tout en incitant les économies occidentales à se tourner vers de nouveaux gisements comme ceux de l'Alaska qui devenaient soudainement rentables. Pour que le tableau soit complet, et que la loi du marché apparaisse dans toute sa majesté et dans toute sa force, il ne restait plus qu'à en faire l'annonciatrice d'une crise plus profonde, qu'elle allait permettre de gérer rationnellement, celle plus globale et plus durable de l'énergie.

C'est à cette montée en généralité que s'employèrent de leur côté les compagnies pétrolières. En augmentant les prix du pétrole (pour ne pas perdre leurs bénéfiques malgré les prélèvements de plus en plus élevés des pays producteurs), elles pouvaient redouter que leurs clients ne se tournent de manière définitive vers d'autres sources d'énergie. La solution qu'elles choisirent pour sortir indemnes de cette situation, était la plus simple possible. Elles réinvestirent les énormes profits dérivés du pétrole dans le contrôle des entreprises productrices de gaz et de charbon et dans celui de la filière nucléaire. Elles furent ainsi en mesure de s'assurer que les prix de ces autres énergies

allaient augmenter au moins autant que celui du pétrole. L'augmentation simultanée des prix imposa l'idée d'une crise globale de l'énergie. Et tout le monde pensa que celle-ci avait été révélée, loi du marché oblige, par le déséquilibre entre une demande croissante et une offre qui ne pouvait suivre.

Le lecteur aura compris, grâce à Mitchell, que les fluctuations des prix n'eurent dans ce cas rien à voir avec le jeu spontané de l'ainsi nommée loi de l'offre et de la demande. Il aura suffi à Mitchell, pour nous en convaincre, de restituer l'ensemble des mécanismes et des décisions qui ont fixé le niveau des prix. Pour qui accepte que la recherche des rentes soit la raison d'être de l'activité marchande capitaliste, l'explication est évidente. Il suffit en effet de se demander comment le volume de ces rentes est déterminé pour comprendre que le rôle et la fonction attendus des marchés c'est d'organiser le plus efficacement possible le rationnement de l'offre en même temps que la croissance de la demande. Si cette règle qui brille par sa simplicité est observée, alors la loi du marché fonctionne parfaitement. Sauf qu'au lieu de gérer l'allocation rationnelle des ressources, elle organise rationnellement l'augmentation des profits des firmes et leur accaparement par ces dernières. La loi du marché conduit aux coups d'État, aux conflits soigneusement entretenus, aux manœuvres habiles pour éviter le sabotage des pipelines ou au contraire le favoriser, à des stratégies sophistiquées de prise de brevets pour empêcher l'industrie charbonnière de produire du pétrole synthétique, au recyclage des pétrodollars sous forme d'armements inutiles. On aurait cependant tort de croire que la recherche obsessionnelle des rentes de situation se réduise à ces conduites prédatrices. Comme Schumpeter l'avait parfaitement vu, elle incite aussi à redoubler d'ingéniosité technologique et scientifique et à enrichir les savoir-faire en matière de gestion « efficace » des relations sociales. On ne peut d'ailleurs qu'être admiratif devant l'ampleur des progrès accomplis : mise au point de méthodes d'exploration qui permettent de mesurer les réserves de façon de plus en plus performante ; technologies de pompage et d'extraction qui augmentent continuellement les rendements ; accumulation, sur toute la longueur de la filière, d'un formidable capital de recherche et de développement pour multiplier les produits dérivés du pétrole et les rendre indispensables ; etc. Au total, Mitchell ne conteste pas les explications par l'offre et la demande ; il cherche simplement à comprendre sous quelles conditions et comment ces explications deviennent possibles, et ce qu'elles cachent comme choix et comme coups de force politiques !

### **Quand l'ainsi nommée loi du marché ne tient plus rien**

La gestion de ces arrangements complexes – sans lesquels la loi du marché s'évanouit et avec elle un mode de gouvernement qui court-circuite le débat politique – finit par être de plus en plus problématique. Au moment précis où Keynes théorise l'existence de « L'Économie » et légitime les interventions étatiques dans l'ordre monétaire, s'élabore, comme on l'a vu, dans les cercles universitaires et dans les *think tanks*, le projet d'un gouvernement par les marchés dont le but est de limiter les interventions étatiques. De la même manière, c'est au moment où les marchés apparaissent comme la meilleure solution pour prévenir les dérèglements et les gérer, que leur autorité commence à s'effriter et que se mettent en place de nouvelles configurations.

Mitchell décrit de manière convaincante ce basculement qui, au moment où il écrit son livre, ne fait que commencer. Pour préserver leurs rentes et ne pas laisser les prix s'effondrer, les compagnies pétrolières ont été amenées à s'aventurer sur un terrain miné. La manière la plus simple d'expliquer pourquoi les prix doivent nécessairement

augmenter est en effet d'introduire dans leur calcul les multiples externalités dont est responsable le secteur de l'énergie. C'est ainsi que, par exemple, les compagnies pétrolières vont souligner les risques de l'énergie nucléaire et les nombreux coûts cachés que leur gestion implique (sécurité maximale, démantèlement des centrales et gestion des déchets radioactifs). On pourrait passer en revue chacune des filières énergétiques et montrer comment l'obsession d'éviter la baisse des prix relatifs de chacune d'entre elles par rapport aux autres conduit à des inventaires qui font apparaître la liste interminable des coûts cachés qu'il faut prendre en compte. La société du risque a du bon ! D'ailleurs, dans certains cas, les événements facilitent cet inventaire. Les marées noires, par exemple, viennent gonfler, assurances obligent, les coûts d'exploitation et de distribution des produits pétroliers. Dans le même temps, la conscience que notre monde est fini, conscience qui fait écho aux convictions pré-modernes, resurgit. L'idée d'une nature qui est source de ressources inépuisables cède devant celle d'une terre, Gaïa, dont les limites, de plus en plus manifestes, sont révélées par les activités humaines qui font peser sur elle des contraintes incontournables. « L'Environnement », tel est l'objet d'inquiétude qui se substitue à « L'Économie », souligne les limites des marchés néo-libéraux. Les problèmes à résoudre que ces marchés ne peuvent résoudre et les controverses qui en découlent ne manquent pas (Mitchell fournit à titre indicatif la liste suivante : épuisement des ressources naturelles ; destruction de l'environnement ; réchauffement climatique ; augmentation du coût de l'énergie ; dévaluation du dollar ; déclin des activités manufacturières ; corruption des élites politiques ; conflits du Moyen-Orient, etc.).

Dès qu'ils sentirent que les marchés allaient être mis sur la sellette et qu'il serait de plus en plus difficile de justifier leur existence, les économistes se sont mis au travail. Mitchell signale la magistrale intervention de Solow, ce théoricien bien connu de la croissance, qui, en s'inspirant des travaux précurseurs d'Hotelling, montra comment les marchés pouvaient être utilisés pour gérer les ressources naturelles, créant au passage, une spécialité nouvelle : la *resource economics*. Ses recommandations pour assurer la viabilité des marchés sur le long terme tiennent en deux propositions. La première n'a rien de bouleversant puisqu'il s'agit tout simplement de soutenir le progrès technique afin de développer notamment des énergies alternatives. La seconde est plus inattendue et va avoir d'importants effets. Afin de remédier à la myopie congénitale des marchés, Solow plaide pour le développement des « futures », ces produits financiers qui permettent, selon leurs promoteurs, de faire entrer le long terme dans les calculs à court terme. Sur ce point, ses conseils seront entendus. Deux décennies plus tard, les marchés de l'énergie sont colonisés par ces produits : bel exemple de performance de l'économie-chose par la théorie économique !

Il s'avère que les marchés, même après un sérieux *lifting*, ont encore du mal à convaincre de leurs vertus. L'environnement et les coûts de sa préservation, invoqués par les compagnies pour augmenter les prix et leurs profits, finissent par s'inviter vraiment à la table des négociations. On commence à prendre conscience du fait que l'épisode pétrolier n'est qu'une brève parenthèse qui va bientôt se refermer. Parenthèse de deux ou peut-être trois siècles au cours desquels le carbone aura malheureusement changé de place ; il ne sera plus sous nos pieds, mais dispersé dans l'atmosphère au-dessus de nos têtes. Ce petit déplacement pourrait provoquer des effets irréversibles sur le climat. L'écosystème semble menacé. Le choix n'est plus entre le tout technique (les progrès finiront par résoudre les problèmes que l'humanité se pose) et le malthusianisme (camarades, serrons-nous la ceinture pour éviter un naufrage collectif !). Ce qui fait irruption dans l'espace public, c'est la discussion des mondes sociotechniques au sein desquels nous souhaitons vivre. Une nouvelle forme de démocratie émerge, nourrie de controverses sociotechniques sur le

sort de la planète. Face à la montée en puissance de nouvelles formes de vie démocratique, l'idée que les marchés constituent la meilleure manière de gouverner les ressources est en train de s'évanouir.

Pour expliquer pourquoi le retournement n'a pas encore eu lieu et pourquoi, s'agissant de l'énergie, les marchés (néo-libéraux) apparaissent encore comme la solution la moins mauvaise, Mitchell revisite la notion d'incertitude et l'usage qu'en fait la théorie économique. Si dans le cas de l'énergie et tout particulièrement du pétrole, l'économie-discipline a pu maintenir l'hypothèse d'une séparation entre nature et société, ou pour parler comme les compagnies pétrolières entre ce qui gît sous la terre (le pétrole) et ce qui se passe sur la terre (l'extraction du pétrole et sa consommation), ou encore entre la géologie et la société, c'est parce que, jusqu'à une date récente, il était pratiquement impossible de connaître de manière sûre l'état des ressources pétrolières. Le contraste avec le réchauffement climatique est frappant. Les données sur le réchauffement sont désormais publiques et largement consensuelles, alors que dans le cas des réserves énergétiques aucune donnée ne s'impose vraiment. On pourrait penser que cette absence de certitude est le fruit attendu des stratégies développées par les compagnies pétrolières pour maintenir de manière délibérée un état d'ignorance qui leur est profitable. Certes, ces stratégies ont joué un rôle, mais on aurait tort de surestimer leur importance. Les incertitudes concernant le pétrole tiennent pour l'essentiel au fait qu'il est beaucoup plus difficile de savoir combien il y a (encore) de pétrole sous terre que de mesurer combien il y a (déjà) de carbone dans l'atmosphère ! Dans le cas du pétrole, l'échantillonnage est complexe et les savoirs qui en résultent demeurent partiels ; les estimations dépendent de l'évaluation de ce qui peut être extrait, évaluation qui à son tour dépend des technologies disponibles et de leurs performances économiques. Par ailleurs, les mesures et les estimations sont en grande majorité des données privées, difficiles à comparer et à capitaliser. Si le pétrole en cours de production ne représente qu'une petite partie des réserves qu'il reste à découvrir, alors, nous disent les économistes, le problème de la demande future et de l'adaptation à l'offre n'est pas une question de géologie, de dires d'experts, mais de calcul économique. Puisqu'on ne sait que peu de choses sur ce qui se passe sous nos pieds, le mieux est de ne pas en tenir compte. Plus la nature est incertaine, moins son impact sur la société peut être décrit et prévu, et plus la coupure entre elle et la société s'impose comme une évidence : les hommes sont entre eux et ne peuvent que rester entre eux. Qu'ils se débrouillent ! Face au silence assourdissant de la nature, le marché est la moins pire des solutions qui existent.

Il n'y aurait aucune raison de remettre en cause ce *statu quo* et le rôle du marché, si n'étaient apparus récemment les gaz et les pétroles dits non conventionnels qui prennent un malin plaisir à bouleverser ce bel agencement. Pour maintenir l'idée que les ressources ne constituent pas un trésor limité qu'il faudrait gérer prudemment, les incertitudes sont certes d'un grand secours. Mais c'est encore mieux si on montre qu'on peut aller vers l'exploitation d'autres types de ressources ! Or celles-ci existent et viennent chambouler de fond en comble les raisonnements précédents. Par leur caractéristiques mêmes, elles interdisent que soit maintenue la séparation entre ce qui est de l'ordre de la nature (le sous-sol) et ce qui est de l'ordre de l'activité humaine (les usines et les institutions au dessus de la surface terrestre). Qu'il s'agisse de gaz de schiste ou de sables bitumineux, on a affaire dans les deux cas à des substances que la nature n'a pas eu le temps d'élaborer, d'amener dans un état qui permette de séparer, comme pour le pétrole conventionnel ou pour la bonne houille d'antan, les opérations d'extraction et les opérations de transformation. L'homme trop pressé est forcé d'achever *in situ* le travail qu'il n'a pas laissé à la nature le loisir



de terminer. La roche est transformée en pétrole synthétique par cracking et pyrolyse ; parfois, puisqu'elle n'est pas suffisamment poreuse, il faut la fracturer, la stimuler. Mitchell fait cette formidable observation :

Il faut délocaliser les opérations de production pour les installer dans notre sous-sol, envoyer dans la terre des agents chimiques (ces fameux *proppants* qui empêchent les failles de se refermer) qui, travaillant comme des millions de mineurs miniaturisés, pratiquent dans la roche des ouvertures destinées à extraire l'énergie qui y est contenue. (Mitchell, 2011, p. 251)

Salut l'artiste ! La boucle est bouclée. Oui, l'épisode pétrolier n'aura été qu'une brève parenthèse ! Nous voilà revenus, mais quelques siècles plus tard et quelques milliards de tonnes de carbone rejetées dans l'atmosphère plus loin, à une configuration qui ressemble furieusement à celle du charbon avec ses mineurs qui usaient de leur pouvoir de sabotage de l'économie, pesaient sans vergogne sur les décisions et stimulaient ainsi le processus de démocratisation. Aux mineurs humains ont été substitués des non-humains auxquels est délégué le soin de terminer le travail que nous n'avons pas laissé à la nature le temps d'achever. Ces non-humains en parfaits petits soldats cassent, fracturent, catalysent, dissolvent, inondent et se trouvent placés dans la triste obligation de fabriquer à leur cœur défendant des externalités (négatives) qui sont autant de formes nouvelles de sabotage de l'économie.

Pour gérer les dégâts collatéraux qui menacent l'exploitation de ces nouvelles ressources, nos sociétés sont contraintes d'inventer et de développer une nouvelle forme de démocratie, celle qui prend en compte la terre et les imbroglios qui se développent entre nature, environnement et sociétés humaines. L'histoire se répète. Il est toujours question de sabotage et de démocratie. La seule différence est qu'il ne s'agit plus des mêmes formes de sabotage et qu'il faut donc inventer de nouvelles formes de démocratie. Pour y trouver leur place, c'est-à-dire pour absorber et prendre en charge ces effets croisés, les marchés auront besoin d'être sérieusement ré-agencés. En somme, par la grâce des nouvelles ressources carbonées que nous envisageons d'exploiter, il nous faut juste réinventer la démocratie, rénover les institutions économiques et changer la manière de faire des sciences ! Pas de quoi s'ennuyer !

## Références

- Keynes John Maynard (1969/1936) *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.
- Mitchell Timothy (2005) "The work of economics: how a discipline makes its world", *European Journal of Sociology*, vol. 46, n° 2, pp. 297-320.
- Mitchell Timothy (2011) *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*, Brooklyn (NY), Verso Books [traduction française à paraître à La Découverte].
- Tobin James (1987) "Irving Fisher (1867-1947)", in Eatwell John, Milgate Murray & Newman Peter [eds], *The New Palgrave: A Dictionary of Economics*, vol. 2, London, Macmillan, pp. 369-376.
- Veblen Thorstein (1971) *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris/Londres/New York, Gordon and Breach ■



*Femme en peignoir, 1913*